

Révoltée par les suicides d'internes et l'« omerta », l'association Lipseim réclame un plan national pour la santé des étudiants en médecine

PAR
LOAN TRANTHIMY -
PUBLIÉ LE 02/03/2021

- 5 RÉACTIONS COMMENTER
- Partager sur Facebook
- Partager sur Twitter
- Partager sur LinkedIn
- Partager par mail



Crédit photo : PHANIE

Après l'[indignation](#) des syndicats contre l'inertie des pouvoirs publics, c'est au tour de la Ligue pour la santé des étudiants et internes en médecine (Lipseim) de monter au front à nouveau. Cette [association](#), créée en 2020 par les parents d'Élise – interne à Lyon qui s'est donné la mort en 2019 – dénonce « l'omerta, l'oubli et l'indifférence du système » qui perdure autour du suicide des jeunes en formation à l'hôpital et la lenteur des avancées dans un monde médical « extrêmement fermé ».

Malgré les données alarmantes – 4 suicides d'internes en moins de deux mois en 2021 –, « rien ne change », écrit-elle. « En n'agissant pas à la hauteur du drame qui se joue chez nos jeunes médecins, l'État, les autorités hospitalières et les représentants universitaires vont passer de responsables à coupables », prévient-elle.

Face à l'urgence, la Lipseim réclame des engagements forts de la part du ministre de la Santé avec le lancement d'un plan national pour la santé des étudiants en médecine, qui devrait comporter six mesures phares. La refonte du statut de l'interne et notamment la problématique du temps de travail, avec décompte horaire et contrôle effectif, est le premier axe majeur. Aujourd'hui, ce temps de travail légal est de 48 heures maximum mais, selon une enquête de l'[ISNI](#), les jeunes effectuent en moyenne 58 heures par semaine et 40 % d'entre eux plus de 60 heures...

Agir sur les causes

Pour mieux appréhender les conditions de travail des futurs médecins, la Ligue souhaite la création d'un véritable observatoire pour disposer enfin de « *statistiques fiables* » sur les suicides, les burn-out ou toutes autres difficultés lors de la formation initiale.

Pour épauler les étudiants en souffrance, l'instauration de « *cellules permanentes d'écoute* », et de groupes de parole dans tous les lieux de travail et de formation est un premier pas réclamé. Mais l'association veut aller plus loin avec la mise en place systématique de parcours structurés de prévention des risques psychosociaux dans tous les CHU et dans toutes les facultés « *pour agir sur les causes* ».

Par ailleurs, lorsqu'un drame et/ou des actes délictueux sont signalés, des « *enquêtes contradictoires systématiques* » doivent être diligentées, associées à des « *mesures conservatoires immédiates* » et des « *sanctions* » envers les personnes reconnues coupables, plaide la Lipseim.

Enfin, la Ligue plaide en faveur d'une réforme profonde de l'organisation et de la gouvernance hospitalière permettant aux internes d'être représentés au sein du comité social et économique (CSE) comme à la commission médicale d'établissement (CME). Elle réclame aussi la séparation des fonctions hospitalières, universitaires et de recherche, ainsi que la refonte de l'organisation et de l'évaluation des stages.